

Marchand passera finalement moins de 14 jours en Europe

Le Journal de Québec · 10 sept. 2024 · 15 · TAÏEB MOALLA

La mission européenne de Bruno Marchand n'excédera finalement pas 13 jours, contrairement à ce qu'on pouvait lire la semaine dernière dans un sommaire exécutif de la Ville de Québec.

C'est ce que le maire de Québec a révélé hier, en marge d'une annonce, sans préciser laquelle des portions de son déplacement (Espagne, Suisse et France) serait annulée ou abrégée.

« Les jours que vous avez ne sont pas les bons. Les données sont encore à peaufiner. Ça va être moins de 14 jours. On est en train de finaliser les éléments. Il y a des choses qui changent et c'est pour ça qu'on ne l'a pas sorti public (...) Ça va être moins que 13 jours », a-t-il assuré. Pressé de questions, il a soutenu qu'il ne s'agit pas là d'un recul ni d'une réponse aux critiques. « Il n'y a pas de recul. On ne vous a jamais présenté cette mission parce qu'elle n'était pas finale et qu'il y a des choses qui changeaient », a-t-il réitéré. Dans sa version préliminaire, le voyage de M. Marchand devait durer 14 jours et être la plus longue mission en Europe pour un maire de Québec depuis 20 ans.

SOMMET DE LA FRANCOPHONIE

La portion française de la mission est confirmée, puisque le maire a évoqué une prise de parole lors du Sommet de la Francophonie.

« On travaille avec de grandes organisations. On travaille avec le Sommet de la Francophonie lors duquel je suis invité à parler. Les chefs d'état vont être là. M. Legault y sera. M. Trudeau y sera. Il y a des choses qui bougent en fonction de l'horaire. C'est juste normal. Il n'y a pas de revirement. On s'adapte à l'horaire qui nous est présenté, puis nous on fait là-dedans le plus court possible », a-t-il laissé tomber.

CALENDRIER MUNICIPAL

Ce déplacement du maire a eu des effets sur le calendrier municipal. Le 27 août, le conseil municipal a voté pour changer l'horaire de deux conseils municipaux d'octobre. Or, à peine trois jours plus tard, le maire a utilisé un pouvoir exceptionnel pour revenir au calendrier initial. Le conseil votera sur cette proposition le 17 septembre. Comment expliquer cette volte-face ? « Après le conseil [du 27 août], j'ai décidé qu'on revenait en arrière parce qu'on a écouté les gens, c'est tout », a minimisé M. Marchand.

D'après lui, « le but n'était pas de faire en sorte que tout se déplace à cause du maire. C'est parce que les gens, si je n'avais pas été au conseil, qu'est-ce que les oppositions auraient dit ? Là, elles n'ont pas le choix d'assumer le fait de ce qu'elles ont dit. Ça aurait été critiqué de toute façon. Que je les déplace ou non ».

Manque d'espace pour le retour au bureau des fonctionnaires

132 [Accéder à la section Commentaires](#)

Des milliers de fonctionnaires fédéraux doivent, à partir de lundi, se présenter au bureau au moins trois fois par semaine, mais il manque d'espace pour les accueillir.

Le gouvernement fédéral a annoncé en mai dernier de nouvelles exigences en matière de travail hybride, selon lesquelles les fonctionnaires doivent travailler du bureau trois jours par semaine et les cadres, quatre.

Radio-Canada a contacté plus d'une dizaine de ministères et certains affirment être incapables de se plier aux nouvelles règles.

Ce ne sont pas tous les lieux de travail de Services partagés Canada (SPC) qui peuvent respecter le nombre minimal requis de jours de travail par semaine pour tous les employés, confirme le porte-parole Jean-Pierre Potvin. Le ministère a donc donné des exceptions temporaires aux employés qui se rendent dans ces édifices. Celles-ci seront examinées de nouveau chaque année.

Dans la région de la capitale nationale, des bureaux de Logement, Infrastructures et Collectivité Canada (LICC) n'ont pas assez d'espace pour permettre à tous les employés de travailler sur place trois jours par semaine [...] conformément au nouveau modèle de travail hybride commun, et ceci à cause de la croissance du mandat du ministère, indique un autre porte-parole.

Le ministère ignore à quel moment tous les employés pourront se présenter au bureau le nombre de fois requises. Les fonctionnaires continueront de travailler au bureau deux jours par semaine, mais les cadres devront s'y rendre quatre jours.

Des employés de Statistique Canada à Montréal, à Toronto et à Vancouver se retrouvent dans une situation similaire et continueront de travailler avec leurs horaires de 40 % sur les lieux jusqu'à nouvel ordre, spécifie la responsable des relations avec les médias, Annick Irakoze.

À Emploi et Développement social Canada, dix emplacements pourraient ne pas disposer de suffisamment d'espace pour accueillir tous les employés, signale la porte-parole Mila Roy.

Il y aura quelques retours échelonnés en raison de la capacité [des bureaux].

Une citation de Mila Roy, porte-parole du ministère Emploi et Développement social Canada
Les ministères de SPC et de LICC ainsi que Statistique Canada affirment collaborer avec le ministère des Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour augmenter l'espace disponible pour les employés.

SPAC est responsable de la gestion des espaces de bureaux pour plus de 270 000 fonctionnaires – soit environ le deux tiers des fonctionnaires fédéraux qui travaillent dans plus de 100 ministères et organismes.

Assez de bureaux, selon le gouvernement fédéral

Le cabinet du ministre des Services publics et Approvisionnement, Jean-Yves Duclos, assure pourtant qu'il ne manquera pas d'espace de travail pour les fonctionnaires.

Le gouvernement libéral a l'intention de [réduire son portefeuille de bureaux de 50 %, comme annoncé dans son dernier budget](#). Et cet objectif demeure en phase avec les directives sur la présence requise en milieu de travail, assure Guillaume Bertrand, le porte-parole du ministre.

Nous ne prévoyons aucune pénurie d'espace de bureau.

Une citation de Guillaume Bertrand, porte-parole du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

Le cabinet du ministre spécifie que SPAC continuera à fournir suffisamment d'espace de bureau pour permettre aux ministères et organismes fédéraux de remplir leurs programmes et leur mandat.

Nous collaborons avec les ministères et organismes fédéraux afin de définir leurs besoins à long terme en matière d'espace de bureau, ce qui orientera nos futurs plans, ajoute M. Bertrand.

La réduction du parc immobilier fédéral pourrait, selon M. Bertrand, entraîner des économies estimées à 3,9 milliards de dollars au cours des dix prochaines années et à 900 millions de dollars par an de façon continue.

Le cabinet de la présidente du Conseil du Trésor n'a pas voulu commenter ce dossier, affirmant que les nouvelles règles de travail hybride sont une décision purement administrative.

Une contradiction ?

Ça peut sembler une incohérence, [mais] ce n'est pas juste une question mathématique, explique le professeur en administration publique et directeur du Centre d'études en gouvernance à l'Université d'Ottawa, Eric Champagne.

Il se peut que globalement il y ait assez d'espaces disponibles pour l'ensemble des employés, mais on sait aussi [que] chaque organisation a des besoins particuliers et je pense que ça se manifeste [et] ça se répercute dans l'organisation du travail.

Le professeur souligne que les espaces de travail non assignés peuvent ne pas convenir à tous. On a aussi besoin d'autres types d'espaces - pour des rencontres de groupe ou des discussions privées - et en quantité suffisante, ajoute M. Champagne.

Les bureaux de Logement, Infrastructures et Collectivités Canada au 180, rue Kent à Ottawa font partie des endroits qui manquent d'espace pour accueillir tous les fonctionnaires au moins trois jours par semaine.

Il ajoute que la détermination des jours de travail [au bureau] devrait tenir compte du travail d'équipe autant que possible [pour] essayer de regrouper les gens.

Si on ne les regroupe pas par équipe, je pense qu'on perd du sens de revenir au travail conventionnel en personne, conclut M. Champagne.